

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19333 - 75ÈME ANNÉE

**L'urgence de la responsabilité aux Réunionnais : 173.000 salariés dans le privé, plus de 180.000 inscrits à Pôle emploi**

## Plus de demandeurs d'emploi que de salariés dans le privé à La Réunion



Publiée la semaine dernière, le n°9 de la revue « INSEE conjoncture Réunion » annonce une hausse du nombre de salariés dans le public et dans le privé au 1er trimestre 2019. Mais l'information capitale est la suivante : le nombre de travailleurs dans le privé est inférieur à celui des demandeurs

d'emploi officiellement recensés par Pôle Emploi. C'est un indicateur de l'incapacité de Paris à régler le problème de l'emploi et cela dure depuis des décennies. Il est grand temps que cette responsabilité soit confiée aux Réunionnais, les plus à même de s'impliquer dans le développement de leur pays.

À La Réunion, le chômage de masse s'est développé parallèlement à l'intégration de La Réunion dans la France en tant que département. Déjà en 1974, une étude du Conseil général relevait que 25 % des travailleurs étaient au chômage. C'est à une décimale près ;

la situation actuelle, avec un taux de chômage officiel de 25 %, en augmentation depuis l'année dernière.

Les raisons de ce chômage de masse s'expliquent essentiellement par la volonté de Paris de ne pas accompagner les Réunionnais sur le chemin du développement de leur pays.

### La Réunion utilisée par la France

Ainsi, quand la France s'est aperçu que la croissance démographique était un facteur structurant de La Réunion, son gouvernement aurait pu utiliser cet atout pour soutenir des secteurs économiques ayant besoin d'une importante main d'œuvre. Au début des années 1960, Paris avait les moyens d'anticiper les besoins en équipements et en logements, et donc de donner les moyens aux Réunionnais de se former pour travailler en nombre au pays.

Mais le néocolonialisme était à l'œuvre. La priorité a été donnée à l'exil de la partie la plus formée de la jeunesse afin de répondre aux besoins de l'industrie et des services en France. Quant aux jeunes qui restaient dans notre île, ils étaient la cible d'une campagne visant à les rendre responsables du sous-développement de leur pays. Si La Réunion était dans

cette situation, c'était parce que les Réunionnais, et notamment les femmes noires, faisaient trop d'enfants : tel était le discours entretenu par Paris. Cela conduit au BUMIDOM et à des crimes tels que la traite d'enfants en bande organisée, l'affaire des « Enfants de la Creuse », ou les avortements et stérilisation à la chaîne contre la volonté des patientes dans la clinique du Docteur Moreau à Saint-Benoît.

### Faillite d'un système

Si aujourd'hui, les méthodes ne sont plus aussi brutales, il reste néanmoins à noter que la politique de l'exil de la jeunesse imprègne encore de manière importante les décisions. C'est ce qui explique pourquoi La Réunion est une terre d'émigration, car des moyens considérables sont mis en œuvre pour favoriser les départs des jeunes vers la France. Ce sont aussi autant de moyens qui ne sont pas mis au service de la lutte contre le chômage à La Réunion.

Les adaptations par Paris du droit commun français à l'outremer sont loin d'avoir eu les effets annoncés. Depuis plus de 50 ans, les lois de programme succèdent aux lois d'orientation et autres. Tout ceci n'a pas permis d'inverser la tendance.

### Urgence de la responsabilité

Ceci amène donc à la situation actuelle : le nombre de salariés dans le privé est inférieur à celui des inscrits à Pôle emploi. En effet, les Réunionnais officiellement à la recherche d'un travail sont officiellement plus de 180.000, alors que le nombre de travailleurs du privé était de 173.700 au premier trimestre 2019. C'est l'apport de la fonction publique et de ces 84.700 agents qui permet à notre île de compter plus de travailleurs en emploi qu'au chômage.

Devant une telle catastrophe, il est urgent de changer de politique. Il est temps que l'emploi devienne une compétence sous la responsabilité des Réunionnais, les plus à même de rechercher et de mettre en œuvre des solutions pour remédier au manque d'emplois à La Réunion.

**M.M.**

## In kozman pou la rout

### « Lo shien i manz pa tomat, mé li anpèsh poul manzé »

Souvan dé foi, ni pans bann zaimo lé pli intélizan ké nou. Pou kosa ? Pars, selon nou, bann zaimo i fé sak i ansèrv kékshoz, alé oir nou - lo moun - ni tonm dann l'initilité. Ni pans in zaimo i tyé pa initil : i tyé pou manzé pars li la fain. Mank de po, ni koné dé ka é dé ka, zaimo i fé konm nou ; zot osi zot i fé zafèr initil pou zot. Konbien foi nou la antann lo shien atak in poulayé alé oir poulayé la pa dann son domène épi li tyé poul pou arien. Alor, ni pé dir, zaimo épi d'moun nou lé in pé parèye dann l'initilité, si ni vé dann la manyèr fé d'tor in n'ot alé oir sa i ansèrv pa nou arien. Moin la konète in moun l'avé poin sharète-sa té dann tan !- é li la bar shomin pou anpèsh son voisin sèrv son prop sharète. Ni pé apèl sa la zalouzi d'moun mé zaimo sa la pa zalou sa ! Parl fète mi koné pa, donk mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

## L'éducation gérée par les Réunionnais : une condition du développement de La Réunion

**Jeudi dernier, l'INSEE a présenté les résultats d'une étude sur les perspectives d'évolution de la population scolaire à La Réunion. Cette étude précise qu'un jeune Réunionnais sur trois sort de l'école sans diplôme. Une donnée qui rejoint une autre : un Réunionnais sur 7 touché par l'illettrisme. Ceci appelle à une importante réforme du système éducatif qui doit être placé sous la responsabilité des Réunionnais, Paris ayant en effet démontré son incapacité dans ce domaine.**

Un Réunionnais sur trois quitte l'école sans diplôme et un Réunionnais sur sept est touché par l'illettrisme. Dans les deux cas, cette situation survient au bout d'au moins 10 années passées dans le système éducatif. Ce résultat ne semble pas évoluer depuis plusieurs années. Déjà en 2013, une étude conjointe de l'INSEE et du Département de La Réunion soulignait le fort taux d'illettrisme, considéré comme un élément d'une situation sociale « hors-norme ».

De la même manière, l'importance de l'échec scolaire à La Réunion est un autre élément participant à la situation sociale « hors-norme ». En effet, les jeunes sans diplôme sont plus exposés au chômage que ceux qui ont réussi à en obtenir. Sachant que pour tous les jeunes de moins de 25 ans ayant fini leurs études, le taux de chômage est supérieur à 50 %, ceci indique pour les non-diplômés, le chômage de

longue durée est la perspective pour au moins plus de la moitié d'entre eux.

Si en France, le système scolaire produisait un tel résultat, des changements seraient intervenus pour éviter une situation explosive. En effet, imagine-t-on chaque année 240.000 jeunes sortant de l'école sans diplôme et plus de 10 millions d'illettrés dans ce pays ?

Mais pour ce qui concerne à La Réunion, des changements sont effectués et ils ne vont pas dans l'intérêt de la réussite scolaire, et donc d'une augmentation des possibilités d'obtenir un emploi durable. En effet, ces modifications portent sur le calendrier scolaire, avec comme ambition d'aligner la durée des vacances d'hiver sur celle de l'été boréal en France. Par conséquent, les grandes vacances d'été ne le sont plus, et se résument à un mois. Cela oblige donc les jeunes Réunionnais à venir à l'école sous des températures caniculaires.

Plusieurs facteurs structurants de l'échec scolaire ne sont pas traités. Ainsi la langue d'enseignement reste le français qui n'est pas la langue maternelle des Réunionnais, et qui n'est pas étudiée en tant que langue étrangère afin que les élèves puissent se constituer une solide base de connaissance. La question du calendrier scolaire est gérée en fonction d'intérêts qui ne sont pas ceux des Réunionnais qui vont à l'école. Et comme le souligne l'étude de l'INSEE parue jeudi, le contexte socio-écono-

mique n'est pas favorable aux apprentissages. Ce qui signifie que la méthode utilisée pour les apprentissages n'est pas adaptée au contexte socio-économique.

### Les Réunionnais feront mieux

Tout ceci pourquoi confier la responsabilité de l'éducation à un pouvoir situé à Paris a conduit à ces résultats désastreux qui sont une partie de la faillite de l'intégration.

Compte-tenu de l'accumulation de ces générations gâchées, et de la persistance de Paris à ne pas se donner les moyens de régler ces problèmes, il est grand temps de tirer la principale leçon : la responsabilité de l'éducation doit être aux Réunionnais.

Nul doute que si les programmes scolaires, le calendrier et la méthode d'apprentissage étaient mis au point à La Réunion, le résultat ne pourrait être pire que dans le système actuel. De plus, pour améliorer le système, plus besoin de compter sur d'hypothétiques réformes en France. Tout pourrait se régler entre Réunionnais, dans la proximité.

L'éducation reste une chose trop importante pour l'avenir d'un pays, elle doit donc dépendre directement du peuple concerné.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Zédézil : nora touzour in zour pou apèl domin é domin sar, tout fason, in n'ot zour !

Matant Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité si mi suiv bien laktyalité bann rouz, pou zot, i diré tout sak i éspas shé nou lé pa bon épi tout sak i éspas dann péi déor lé pli myé. Bravo Maurice pou son métro-eksprès ! Bravo Madégaskar pou son prodiksyon pétrol ! Bravo inn pou tèl shoz, bravo l'ot pou tèl shoz ankor. Okin bravo ditou kisoï pou La Frans, kisoï pou La Rényon. Myé k'sa, i diré si na poin arien pou roproush anou, i fo invant in n'afèr-trouv lo pou avè lo lant dann la tête la poin shové. In légzanp : zédézil ! Sa fé laba dann Maurice é zot i trouv moiynin sote dsi lokazyon pou krétik La Frans. Krétiké oui é pa arienk in pti pé ! Krétiké konmsi lété in késtyonn politik intèryèr. Artourn in pé dsi la tèr, zot i oi pa l'moun sar pa zamé dakor avèk zot pou in késtyon konmsa ! Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz toultan la boush rouvèr, moin lé bien-èz antann aou parl in pé dsi bann zédézil. Rapèl aou bien, néna katran ou téi fé parti bann pintad téi done tor Bannzil komor, épi téi done rézon tout lo bann foutèr d'dézord anroulé dann drapo blé-blanc-rouz ankourazé par in minis la républik Fransèz... Moin la fine obliy son non. Mé i fé arien pars mon disk dir na pi tèlman la plas pou alé ankor okip ali avèk in salté konmsa.

Mé, lé bien anparl zédézil, pars d'aprè moin, i sava shof ankor in kou : lo mèm koz i produi lo mèm zéfé é lo mèm zéfé sa i romont l'ané 1974, l'ané lo péshé orizinèl la dékolonizasyon Fransèz dann loséan indien. Ni vé, ni vé pa, lo tan ziska zordi la pankor nyabou éfas péshé orizinèl-la. Si tèlman, sanm pou moin, mi pans, momandoné, nora in létinsèl pou mète dofé dan la paye sèk. Mé nou va oir é tankamoin mi mète pa mon min dann fé pars lé riskab brilé.

Astèr néna kant mèm in pti linsidan zot tout i koné é linsidan-la i pran la tournir d'in boushtagèl-kaziman in linsidan diplomatik k'i kouv sou la sand. Moin pèrsonèl, mi koné pa lo ténan é lo zaboutisan, mé sak mi oi sé kan in n'afèr lé mal angajé konmsa lé rar k'i rabibosh vitman-vitman sirtou ké lo zé i tard pa pou komansé... Astèr matant, mi pé dir aou, dann in n'afèr konmsa mi mète pa mon min a koupé é si i aranz tanmyé, sansa Fransh vérité lo zé lé riskab gingni lo plon dann zèl.

Tout fason, nora touzour in zour pou apèl domin, é domin, konm i di, sé in ot zour. Tok ! Pran sa pou ou matant !

*Justin*